

Une agriculture mondiale de plus en plus déstabilisée

par André Neveu¹

Dans tous les pays du monde, la compétitivité de l'agriculture est pour l'essentiel déterminée par trois ensembles de facteurs qui sont,

- 1) la dimension économique des exploitations,
- 2) les techniques utilisées par les agriculteurs,
- 3) le mode de fonctionnement des marchés auxquels ils ont accès.

Comment se positionnent les agricultures paysannes dans ce contexte ? Quels sont leurs handicaps ? Peut en assurer la pérennité ? Voilà quelques questions essentielles pour l'avenir des sociétés agricoles et rurales d'un grand nombre de pays notamment des pays du Sud.

Le grand écart de l'agriculture mondiale

Il y a toujours eu d'importantes différences entre les modes de production agricole. Mais, dans le passé, les conséquences de ces différences étaient beaucoup moins marquées qu'aujourd'hui. Par exemple, en Europe, des exploitations de taille assez modestes, utilisant des techniques relativement simples et commercialisant leurs productions sur les marchés traditionnels, ont parfois réussi à prendre le pas sur des grandes exploitations plutôt mal gérées. De même, les agriculteurs chinois compensaient en partie la très petite taille de leurs exploitations par beaucoup de travail et d'excellentes pratiques culturales.

Mais, en ce début de 21^{ème} siècle, il n'en est plus ainsi. Seuls sont assurés du succès ceux qui possèdent une exploitation de grande taille, sont capables d'utiliser des techniques très performantes et se positionnent avantageusement sur les marchés mondiaux.

Parmi les situations les plus favorisées sous ces trois aspects, on va trouver par exemple des sociétés bananières d'Amérique centrale ou du sud, des

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, ancien adjoint au Directeur de l'Agriculture et des Collectivités locales de la Caisse nationale de crédit agricole.

entreprises sucrières du Brésil ou encore les grandes plantations de palmiers à huile du Sud Est asiatique. Les unes et les autres exploitent des milliers, voire des dizaines de milliers d'hectares, utilisent des techniques de pointe et sont en prise directe sur les marchés mondiaux. Bien entendu, ces grandes entreprises s'installent toujours sur les meilleures terres qui leur permettent d'optimiser leurs activités et laissent les autres à des activités agricoles moins rentables.

A l'autre extrémité de l'éventail se trouvent les paysans du Sahel qui cultivent à la main un hectare de mil ou de sorgho avec des rendements très médiocres de 10 à 12 quintaux par hectares. La plus grande partie de cette production est auto-consommée par la famille. Le reste est vendu sur des marchés de proximité inorganisés et pourtant soumis à la pression des marchés mondiaux qui déversent dans ces pays des céréales à bas prix.

Bien sûr, entre ces deux extrêmes, il reste encore toute une série de situations intermédiaires mais leur avenir est de plus en plus incertain. Car la tendance est en permanence et partout au renforcement des plus compétitifs et à la concentration des terres à leur profit. A l'inverse, l'appauvrissement de centaines de millions de petits paysans tend à s'accélérer tandis que de nouvelles catégories d'exploitants basculent peu à peu dans la marginalisation ou disparaissent.

La poursuite de cette évolution est absolument catastrophique puisqu'elle conduit à la ruine tous les petits paysans, à leur exode vers les banlieues des grandes villes et à la concentration des productions entre les mains d'un tout petit nombre de grandes sociétés dont le seul objectif est la recherche du profit maximum.

Dans la confrontation actuelle, deux sources de difficultés pour les paysans pauvres

La première vient traditionnellement des pays développés, essentiellement de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. L'agriculture y est modernisée mais ses coûts de production sont élevés car la terre et la main d'œuvre y sont chères. Pour protéger leurs productions, ces pays ont donc édifié de solides protections aux frontières et ils accordent d'importantes aides à leurs agriculteurs. Ceux-ci bénéficient aussi de subventions pour exporter leurs excédents sur les marchés mondiaux, contribuant ainsi à les encombrer et à faire baisser les prix.

Depuis 20 à 25 ans, ces pays et les organisations internationales qu'ils ont créées imposent aux pays les moins avancés une libéralisation de leurs économies, l'ouverture de leurs frontières aux produits importés et la

suppression des organisations de marché s'il en existe. Enfin les accords bilatéraux ou multilatéraux ouvrent encore plus l'agriculture des pays pauvres à la domination des pays développés. C'est le cas du Mexique depuis son adhésion à l'ALENA ou du Maroc qui a récemment signé un accord bilatéral avec les Etats-Unis. Tout cela crée bien sûr des tensions qui s'expriment, mais sans se solutionner, dans le cadre des négociations à l'OMC.

Le deuxième danger qui menace les paysans pauvres est plus récent et plus insidieux. Il provient en effet des grandes exploitations installées au sein même des pays en développement. Car la concurrence qu'elles exercent ne peut pas se régler dans le cadre des organisations internationales. Ces exploitations et tout leur environnement agro-industriel imposent leurs lois aux gouvernements locaux qui n'ont pas grand chose à leur refuser d'autant plus que ces entreprises constituent une source très appréciable de devises fortes.

Les responsables de ces secteurs de pointe n'ont que mépris pour les petits paysans du voisinage qu'ils considèrent comme une survivance du passé, une source de dépenses budgétaires inutile et parfois une menace au plan politique. L'exemple le plus caractéristique est celui du Brésil où cohabitent un important secteur agro-industriel extrêmement performant et un grand nombre de petites exploitations peu productives, sans parler des paysans sans terre qui revendiquent l'instauration d'une réforme agraire. Mais des situations de ce type existent dans de nombreux autres pays d'Amérique latine, d'Afrique du Nord ou du Sud, et d'Asie du Sud Est.

Même les pays dans lesquels la grande agriculture est peu développée n'ont pas actuellement de moyens pour résister à la pression commerciale que cette agriculture exerce depuis les pays voisins. Car ses coûts de production sont très bas puisqu'elle allie superficie importante, terres bon marché et main d'œuvre sous payée sans compter une excellente organisation des industries d'aval. En effet, l'interdiction d'exporter à partir de 2013 des produits agricoles avec des aides publiques ne concerne pas les pays en développement puisqu'ils n'aident pas leurs agriculteurs. Les poulets brésiliens vont donc remplacer les poulets européens ou américains sur les marchés africains, sans aucun bénéfice pour les paysans de ce continent. De même, le coton brésilien risque fort de prendre la place du coton américain si d'aventure celui-ci ne peut plus recevoir d'aides à la production.

Peut-on assurer la survie de l'agriculture paysanne ?

Reprenons nos trois facteurs qui déterminent la capacité d'une agriculture à être compétitive dans le monde actuel, c'est à dire à sécuriser son avenir.

En matière de **taille des unités de production**, il est extrêmement difficile d'inverser la tendance à la concentration des terres en un nombre de mains toujours plus réduit ou même simplement de la freiner. Un gouvernement doit être très courageux pour décider de se lancer dans une réforme agraire en partageant les grandes exploitations. Il est encore moins envisagé de collectiviser les terres car les échecs passés sont encore dans tous les esprits. Il est vrai que, si au début du 20^{ème} siècle, le partage d'une latifundia sous exploitée pouvait sembler raisonnable car susceptible d'accroître la production, quel profit peut-on attendre de la division d'une grande exploitation moderne ?

Peut-on alors compter sur la concentration progressive des petites exploitations afin de constituer peu à peu des exploitations " viables " ? Mais même si l'on admet qu'il s'agit là d'un phénomène " naturel " (sauf en cas de démographie galopante ou de sociétés très égalitaires avec partage des terres à chaque génération), l'évolution sera souvent lente et ne permettra pas de rattraper le retard accumulé vis à vis des exploitations déjà modernisées. Au mieux cela assurera quelque progrès de productivité du travail en passant de la culture manuelle à la culture attelée ou au motoculteur. Car comment réduire sérieusement les énormes écarts de productivité (10 quintaux de céréale pour le paysan du sahel, 10 000 pour le fermier américain) que permet les différences de surfaces cultivées par travailleur, sans compter celle des rendements ? D'ailleurs, même quand les rendements sont élevés comme en Chine, peut-on imaginer de passer de 0,65 hectare par exploitation dans ce pays à 300 comme aux Etats-Unis ?

La diffusion du progrès technique chez les petits et moyens paysans est sans doute une opération plus facile car son intérêt est bien perçu par tous. Encore faut-il mettre au point des techniques de production qui puissent s'adapter au contexte socioprofessionnel de chaque pays. Il faut aussi disposer des moyens matériels et humains pour diffuser ces techniques.

Certes dans le passé les échecs ont été nombreux. Citons l'Afrique noire où l'on a cherché à imposer à des sociétés rurales mal préparées, des techniques nouvelles dont la mise au point laissait d'ailleurs souvent à désirer. Mais dans d'autres cas, on peut parler de succès incontestables. Ainsi dans les années 1960-1970, la " révolution verte " a permis une forte augmentation de la production agricole dans tout le Sud Est asiatique. Toutefois, au fil des années, on s'est aperçu que ces avancées techniques ont souvent eu des conséquences dommageables sur l'environnement. On a l'ambition d'y remédier avec la " révolution doublement verte ". Reste à mettre au point des techniques douces qui ne pénalisent pas trop les rendements actuels et à les faire appliquer.

Une organisation des marchés agricoles plus favorable aux agricultures des pays les moins avancés serait en principe possible dans le cadre de l'OMC. Mais cette instance, comme toutes les organisations internationales est entre les mains des pays dits libéraux. Ceux-ci prônent l'ouverture systématique des marchés agricoles, même s'ils se gardent bien de toujours en appliquer les règles à leur propre agriculture.

Or pour sauvegarder la petite paysannerie, et parfois même l'ensemble de l'agriculture, la première mesure à prendre est de faire reconnaître pour toutes les nations le droit à la souveraineté alimentaire. Chaque pays doit en effet être libre de protéger ses producteurs, quel que soit leur niveau de productivité et leur capacité à être ou non concurrentiels au plan international. On en est loin.

Conclusion

La pérennisation de l'agriculture paysanne est une nécessité car elle seule permet à 2,5 milliards d'hommes et de femmes de vivre de leur travail. Or aujourd'hui, cette agriculture est très menacée car elle ne peut lutter contre la concurrence de l'agriculture moderne. Partout où cette confrontation se produit, les petits paysans sont condamnés à disparaître ou au mieux à se marginaliser sur les terroirs les plus déshérités.

Il faut donc impérativement protéger l'agriculture paysanne à la fois de la concurrence étrangère et de celle des grandes entreprises nationales. Cela suppose d'importants changements dans le fonctionnement des organisations internationales et, au plan national, tout un ensemble de mesure législatives et réglementaires. Ces mesures de protection n'excluent pas un important effort pour moderniser cette agriculture paysanne afin qu'elle augmente son efficacité et pour améliorer les conditions de vie dans le monde rural.

Paris, le 31 décembre 2005